

L'art comme outil de cheminement personnel

Myriam Tougas-Dumesnil myriam.tougas-dumesnil@tc.tc

Publié le 20 janvier 2017 Le Canada français



Une œuvre collective a été réalisée par 15 personnes de 45 ans et plus ayant une déficience intellectuelle et/ou un trouble du spectre de l'autisme.

Utiliser les arts pour briser l'isolement des personnes âgées vivant avec «une belle petite différence». Voilà l'idée développée par Jean-François Mainville et Nathalie Pepper, qui ont travaillé pendant 16 semaines auprès d'adultes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme.

Le projet Léz'Arts communs a été mis sur pied cette année par le duo à la demande de la Fondation le Renfort Grande Ligne. «Ce qu'on entendait, c'est qu'il n'y avait pas d'activités créatives ou de développement pour les 45 ans et plus», explique M. Mainville, qui est à la fois artiste et intervenant social.

Pour répondre à la demande, lui et son acolyte ont bâti un atelier de 16 semaines destiné aux adultes ayant une déficience intellectuelle et/ou un trouble du spectre de l'autisme. De septembre à décembre, 15 participants étaient invités à se rencontrer le samedi matin, pour créer et discuter autour du thème «L'art de vivre».

La formule

L'activité prenait la forme d'un café-rencontre où discussions, cheminement et création étaient mis de l'avant. «Une semaine, on a parlé des émotions, donne en exemple M. Mainville. Il y avait une introduction de l'animateur, puis les participants faisaient des jets de peinture sur une toile. Chaque couleur représentait une émotion différente.»

L'artiste a ensuite pris soin d'assembler chacune des œuvres réalisées lors des ateliers, pour en faire une mosaïque collective. Cette dernière a été exposée le 17 décembre, au Centre des aînés johannais. Elle mesure six pieds de haut, par 12 pieds de largeur.

Plusieurs médiums ont été utilisés dans le cadre de ce projet: peinture, poésie, multimédia, céramique et musique, entre autres.

Prochains cours

Les intéressés peuvent dès maintenant s'inscrire au prochain atelier Léz'Arts communs, qui débutera la première semaine de février. Deux groupes de 15 participants seront formés.

Le premier se rencontrera le mercredi, de 18h30 à 20h30, et le deuxième le samedi, de 9h30 à 11h30, au Centre des aînés johannais.

L'inscription est gratuite, puisque l'activité est financée par la Fondation le Renfort Grande Ligne. Les intéressés peuvent contacter Jean-François Mainville au 514 250-5214 ou à atelier.lezarts@outlook.com

Des enseignants dénoncent le «tripotage» de notes au primaire et au secondaire

Des bulletins sont modifiés à l'insu des enseignants, dit la Fédération autonome de l'enseignement

28 avril 2017 |[Jessica Nadeau](#), [Marco Fortier](#) | [Éducation](#)
Le Devoir

Il arrive que les directions d'école demandent à des enseignants d'augmenter la note d'un ou de plusieurs élèves.

Près de la moitié des enseignants du primaire et du secondaire ayant répondu à un questionnaire syndical affirment que des résultats inscrits aux bulletins de leurs élèves ont été modifiés sans leur accord.

Quelque 47 % des répondants à un sondage interne de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) indiquent que des notes attribuées à leurs élèves ont été changées à leur insu depuis la rentrée scolaire de septembre 2015. Ce résultat « *troublant* » fait dire à la FAE que les gestionnaires de l'éducation « *tripotent* » les résultats d'examen pour gonfler artificiellement le taux de réussite des élèves.

« *L'évaluation des élèves au Québec, c'est un grand mensonge* », dit au *Devoir* Sylvain Mallette, président de la FAE, qui représente 34 000 enseignants dans 10 commissions scolaires (Montréal, Laval, Outaouais, Granby, Haute-Yamaska, Basses-Laurentides et Montérégie).

« *Le ministère de l'Éducation, les commissions scolaires et les directions d'école fixent des cibles de réussite. Si les élèves ont des résultats en deçà des cibles fixées, les enseignants sont rencontrés pour augmenter les notes. On le dit depuis longtemps et ça se confirme* », ajoute Sylvain Mallette.

Le questionnaire a été diffusé entre le 6 et le 26 février 2017 auprès des membres de la FAE ; 632 enseignants (66 % du primaire et 34 % du secondaire) ont répondu à la consultation menée en ligne. Seuls les enseignants qui ont administré une épreuve ministérielle en juin 2016 pouvaient répondre.

Un enseignant sur cinq (20 %) affirme s'être fait demander de modifier des résultats (à une épreuve ou au bulletin) d'un ou de plusieurs de ses élèves. Selon ce que rapportent les enseignants, les motifs invoqués pour justifier ces demandes sont les suivants :

- **pour donner** une chance aux élèves (48 %) ;
- **pour améliorer** le taux de réussite ou atteindre les cibles de réussite fixées (28 %) ;
- **pour arrondir** les résultats (23 %).

Pour la FAE, ces faits confirment les effets pervers de la gestion du système scolaire par résultats. Le ministère, les commissions scolaires et les directions d'école cherchent à gonfler les résultats des examens ministériels pour démontrer que les élèves « *réussissent* » bien.

Le ministre préoccupé

Le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, a évoqué cette consultation de la FAE, jeudi en commission parlementaire à Québec. Il a reconnu être préoccupé par les échos qu'il a eus du questionnaire. « *Je souhaite que des vérifications soient faites très rapidement* » au ministère au sujet de l'évaluation des élèves, a-t-il dit.

« Les notes finales obtenues pour les matières associées à des épreuves uniques tiennent compte, en général, du résultat inscrit au bulletin scolaire et de celui obtenu aux épreuves uniques. Un traitement statistique de ces notes est effectué par le ministère. Il s'agit plus précisément de la conversion des notes obtenues aux épreuves uniques et de la modération des notes fournies par les écoles », indique le guide de sanction des études, cité par le ministre.

« Ces deux pratiques ont comme seul objectif de rendre l'évaluation équitable pour tous les élèves. Depuis 2004, la note finale d'un élève ne peut être inférieure à la note obtenue à l'épreuve unique, compte tenu des principes mis en avant dans la Politique d'évaluation des apprentissages. Il s'agit d'éviter qu'un quelconque préjudice soit causé aux élèves ayant démontré une maîtrise suffisante de leurs apprentissages à la suite d'une épreuve unique. »

Le ministre Proulx a aussi rappelé que les notes de 58 % ou de 59 % sont portées à 60 % — la note de passage — en vertu des règles du ministère.

Un rassemblement de poésie et de slam à la Maison de la culture Maisonneuve

L'événement Richesse des langues rassemble poésie et slam à la Maison de la culture Maisonneuve de Montréal

28 avril 2017 |[Sophie Chartier](#) | *Le Devoir*

Émerveillé devant l'étendue de la scène slam et spoken-word en Europe, le comédien et commentateur sportif Jacques Thériault a fait germer l'idée d'un événement célébrant la parole, la poésie et les mots à Montréal. Avec Amélie Prévost, slameuse et poète, il propose le *happening Richesse des langues, espèces menacées*, qui a lieu à la Maison de la culture Maisonneuve vendredi et samedi.

« *La poésie, c'est la force de la pensée* », résume Amélie Prévost au téléphone. Elle sait de quoi elle parle ; la comédienne et poète est aussi la championne du monde 2016 de slam. Entrer son nom dans la barre de recherche de YouTube nous entraîne dans une très longue balade à travers des vidéos dans lesquelles, grandiose, l'artiste déclame ses vers avec un mélange d'élégance et de goguenardise.

« *Le but est de créer l'événement autour de la prise de parole poétique* », ajoute Mme Prévost. Là où *Richesse des langues* se différencie de ce qui a déjà été fait, c'est par son caractère international. Car, ce week-end, ce n'est pas seulement la langue de Félix Leclerc qui sera célébrée. Des slameurs de l'Espagne, de la Belgique et d'Israël réciteront leurs créations, dans des formules différentes.

Le vendredi soir est consacré au Tournoi international de slam, où nos champions locaux seront jumelés à des artistes spoken-word internationaux. Quatre équipes s'affronteront dans une joute multilingue. En fin de soirée, les organisateurs ont prévu un micro ouvert pour les membres du public qui aimeraient déclamer leurs propres vers.

Même si on ne parle pas la langue du poète, quand on le voit sur scène, à sa façon d'interpréter, la culture d'où il est issu devient très claire

L'artiste Amélie Prévost

Parions que de belles découvertes se cachent dans l'ombre. « *Les gens en général aiment les micros libres* », ajoute Amélie Prévost en riant lorsqu'on lui demande si la présence de champions internationaux pourrait en décourager certains. *Les habitués vont être contents, d'autres seront peut-être intimidés, mais c'est la beauté de la chose.* »

Son et structure

Samedi, en après-midi, Amélie Prévost et Ivy, artiste phare de la scène montréalaise de slam et fondatrice de la Ligue québécoise de cette forme d'art, donneront des ateliers de performance.

Et pour clore le tout, une soirée de performance animée par Jacques Thériault fera sonner les vers, encore une fois, en français, en hébreu, en espagnol, en anglais et en flamand.

« *C'était important de montrer la richesse des langues et évidemment la diversité linguistique,* commente Amélie Prévost. *Même si on ne parle pas la langue du poète, quand on le voit sur scène, à sa façon d'interpréter, la culture d'où il est issu devient très claire.* »

Le son et la structure des poèmes sont des vecteurs importants de la réussite d'un slam. La présence sur scène d'un poète, son aisance, son attitude font partie intégrante de sa performance.

« *Les artistes invités sont d'excellents interprètes* », ajoute-t-elle. Car c'est en cela que la différence avec la poésie classique se situe. Faire vivre le poème, arriver à le faire sauter du papier et entrer dans les têtes et dans les cœurs.

« *Les poèmes seront surtitrés, donc les gens pourront apprécier la qualité des textes même si ceux-ci ne sont pas en français. Il est beau de voir comment ces poètes travaillent leur langue à eux.* »

Le slam est un art respecté en Europe. Et les anglophones ont compris depuis longtemps la force de frappe du spoken-word. Chez nous, par contre, ce n'est pas une forme d'expression particulièrement répandue.

« *C'est vrai, indique la championne du monde. C'est une culture plus active chez les Anglos, une tradition de plus longue date. Mais la culture québécoise en est une de l'oralité. Depuis toujours, nous aimons nous parler dans le blanc des yeux. Monter sur une scène, parler à un public, c'est quelque chose qu'on fait depuis toujours.*

L'obsession pour l'arrimage école-marché menace les humanités et la culture

28 avril 2017 | Hugues Bonenfant, Amélie Hébert, Eric Martin, Sébastien Mussi, Annie Thériault - *Professeurs de philosophie au collégial et membres de l'exécutif de la Nouvelle Alliance pour la philosophie au collège (NAPAC)* | [Éducation](#)
Le Devoir

«Les décisions en enseignement supérieur continuent d'être d'abord pensées à partir d'une soumission adaptative aux grandes tendances du développement technologique et économique propre à la mondialisation néolibérale», écrivent les auteurs.

[Un article du 24 avril dans Le Devoir](#) nous apprend que «*faute d'inscriptions, un nombre anormalement élevé de programmes sera suspendu dans plusieurs cégeps¹ du Québec dès l'automne prochain. Alors que les techniques et les programmes préuniversitaires en sciences ont le vent dans les voiles, ce sont les programmes en arts, lettres et sciences humaines qui, pour l'heure, semblent écoper*». Au nombre des raisons citées, on trouve la mise en concurrence des programmes et établissements ainsi que la baisse de leur « attractivité ». Cette situation alarmante semble vouloir confirmer les inquiétudes que nous soulevons depuis la publication du rapport Demers, en 2014. Hélas, les choses ne risquent pas de s'améliorer au vu des réformes qui sont annoncées, pour l'heure, dans l'enseignement supérieur québécois.

On prévoit l'an prochain une baisse de 3,6 % des demandes d'admission dans les programmes de sciences humaines. Le cégep Bois-de-Boulogne avait déjà suspendu son programme Arts, lettres et communications. Nous apprenons maintenant que Rosemont fermera Histoire et civilisation et le profil Enjeux et défis en sciences humaines. Ces dernières années, les cégeps ont été plongés dans une concurrence toujours plus grande qui les a amenés à multiplier les programmes et les profils spécialisants, faisant nécessairement augmenter le nombre de petites cohortes et, conséquemment, fragilisant d'autant la viabilité de chacune d'elles.

Nous pourrions penser être à l'aube de l'implosion d'une pareille logique, ce qui conduirait à un resserrement et à une densification des programmes, mais il n'en est rien. C'est plutôt l'intégrité même du programme que l'on tente de liquéfier, prétextant que le profil « à la carte » a davantage la cote auprès des étudiants ! [...] La mise en concurrence généralisée et les pressions en faveur d'une formation plus collée sur les besoins du marché et de l'industrie signifient la dévaluation progressive de programmes structurants dans les humanités. Or, cette situation ne tombe pas du ciel, mais témoigne de la mise en place d'un quasi-marché néolibéral dans l'enseignement supérieur, lequel est impulsé, hélas, par l'État québécois lui-même. Et ceci

¹ Au Québec, un collège d'enseignement général et professionnel, ou cégep, est un établissement d'enseignement collégial public où sont offertes des formations techniques et préuniversitaires.

constitue un reniement de ce que nous aurions pu croire pérenne dans l'héritage de la Révolution tranquille.

Le rapport Demers et le « Cégep inc. »

Le rapport Demers fut d'abord accueilli avec enthousiasme, en 2014, par le ministre de l'éducation, Yves Bolduc, et jamais la frénésie suscitée alors n'a été démentie par ses successeurs. Ce rapport préconisait un arrimage plus serré entre l'école et l'emploi.

Afin de dénoncer cette dérive annoncée, nous avions tenu le colloque « Cégep inc. » à la Grande Bibliothèque du Québec. Des professeurs de cégep, des sociologues comme Guy Rocher, Gilles Gagné, des artistes comme Micheline Lanctôt et Bernard Émond, etc., sont alors venus sonner l'alarme, estimant que les recommandations du rapport menaçaient non seulement la mission et l'indépendance des cégeps, mais aussi l'existence du DEC national et la transmission d'un socle culturel commun aux étudiantes et étudiants. L'équilibre entre la culture et la technique, pourtant au fondement de l'identité institutionnelle des cégeps, était menacé au nom d'une hyperadaptation des cégeps aux seules priorités économiques. [...]

Mondialisation néolibérale

Les décisions en enseignement supérieur continuent d'être d'abord pensées à partir d'une soumission adaptative aux grandes tendances du développement technologique et économique propre à la mondialisation néolibérale. Récemment, le gouvernement a mené des consultations en vue de créer un Conseil des collèges, un Conseil des universités et une Commission mixte de l'enseignement supérieur. Cet enjeu a été fort peu discuté dans les médias, alors même qu'il a suscité des réactions importantes dans tous les milieux et syndicats de l'enseignement.

Priorité à la qualité et à l'équité dans les services de garde éducatifs à l'enfance

28 avril 2017 | *Le Devoir*

«Si la pénurie de places s'est résorbée, un nouveau problème a surgi: la qualité des services éducatifs dans les garderies privées», mettent en garde les auteurs.

À quelques jours d'un sommet sur la petite enfance qui se déroulera à Montréal, il y a lieu de faire le bilan du programme des services de garde éducatifs à contribution réduite instauré au Québec il y a déjà vingt ans. De ses deux objectifs, soit favoriser la conciliation travail-famille et améliorer la qualité et l'égalité des chances en matière de développement des enfants, seul le premier a eu un franc succès. Nous sommes d'avis que l'atteinte du deuxième objectif requiert un engagement pour favoriser un accès plus équitable à des services de qualité.

Les frais de garde demeurent aujourd'hui quatre ou cinq fois plus faibles au Québec que dans les autres provinces. Les travaux scientifiques sont unanimes : cette accessibilité financière a eu un effet positif et durable sur la conciliation travail-famille pour les mères d'enfants de 1 à 4 ans. L'an dernier, 85 % des Québécoises de 20 à 44 ans étaient dans la population active alors qu'ailleurs au pays ce taux était de 80 %.

Toutefois, depuis son instauration, la politique a été victime de sa popularité. Le nombre de places n'a pu suivre la forte demande et une pénurie de places en CPE s'est cruellement fait sentir. Afin d'y remédier et de contenir les coûts, le gouvernement a ouvert la porte aux garderies privées à but lucratif et à plein tarif, tout en offrant un généreux crédit d'impôt aux familles y ayant recours. Aujourd'hui, le privé offre plus de 60 000 places, contre seulement 5000 en 2008.

Qualité inégale

Si la pénurie de places s'est résorbée, un nouveau problème a surgi : la qualité des services éducatifs dans les garderies privées. En effet, une enquête récente de l'Institut de la statistique du Québec a montré que 36 % des garderies privées étaient de qualité inadéquate. Seulement 10 % étaient de bonne qualité. À l'inverse, 45 % des CPE affichaient une qualité bonne ou excellente et 4 % une qualité inadéquate.

Ce n'est pas qu'un système universel de garde à tarif réduit soit mauvais pour le développement des enfants. N'importe quel système, qu'il soit 100 % privé ou gratuit, va rater la cible s'il ne répond pas aux normes de qualité. Or, ici, les ressources nécessaires pour assurer un suivi de la qualité et l'application du programme éducatif dans les garderies privées n'ont pas suivi, empêchant l'atteinte du second objectif de la politique.

Des pistes de solution

Il faut immédiatement rehausser les exigences de formation et les normes à respecter dans tous les milieux de garde. Il faut aussi envisager l'instauration d'une maternelle 4 ans universelle — de qualité, elle aussi ! — afin d'alléger la pression sur le réseau de la petite enfance. De plus, en cohérence avec la politique de congé parental, on pourrait examiner la possibilité d'abolir la subvention pour les enfants de moins d'un an, comme cela a été fait en Scandinavie. Les économies ainsi réalisées pourraient alors être redirigées vers le relèvement de la qualité des services pour tous les enfants, avec une attention particulière pour les besoins spécifiques des enfants les plus vulnérables.

Jusqu'à présent, le Québec a assuré une plus grande part des coûts d'éducation à la petite enfance que les autres provinces canadiennes. Avenant de nouveaux investissements du fédéral dans ce domaine, souhaitons qu'ils soient utilisés afin de faire rimer qualité avec équité.

Anita Desai, entre l'ancien et le nouveau monde

L'écrivaine indienne plonge dans les problèmes de communication entre les cultures

24 avril 2017 |[Caroline Montpetit](#) | *Le Devoir*

«J'ai commencé à écrire par compassion», dit l'écrivaine indienne Anita Desai.

Anita Desai navigue entre trois mondes. Née en Inde, où elle a vécu toute sa jeunesse, elle a séjourné en Angleterre, avant de s'installer à New York. Ces mondes, anciens et modernes, qui communiquent entre eux sans pourtant se comprendre tout à fait, sont au cœur de toute son oeuvre, qui sera couronnée cette semaine par le grand prix littéraire international Metropolis Bleu, au festival du même nom qui débute ce lundi à Montréal.

C'est près de New York que *Le Devoir* l'a jointe, dans sa maison juchée sur une colline, où elle jardine et écrit. Au téléphone, la voix est discrète et douce, comme ses livres, qui témoignent aussi d'une force constante, engagée, résolument ouverte sur le monde. Le titre de son dernier ouvrage, *L'art de l'effacement*, est évocateur. « *J'ai commencé à écrire par compassion* », dit Anita Desai en entrevue, « *pour tenter de donner un sens au monde, où se déroulent des choses tellement difficiles* ». « *Au début, c'était quelque chose de très secret* », ajoute-t-elle.

Anita Desai est née dans le nord de l'Inde, d'un père bengali et d'une mère allemande. L'un et l'autre avaient quitté leur terre natale, pour l'un le Bengale, devenu le Bangladesh depuis la partition de l'Inde, pour l'autre l'Allemagne, pour s'établir près de Mussoorie. C'est cette ville que l'écrivaine évoque justement dans la nouvelle *L'art de l'effacement*. En entrevue, elle confie que l'exil de ses parents est peut-être à l'origine de ce sentiment de perte omniprésent dans ses livres.

Il y a un certain ressentiment chez les écrivains indiens qui écrivent dans leur langue d'origine Anita Desai, écrivaine

Tiraillements de langue

Anita Desai était enfant au moment de l'indépendance de l'Inde en 1947. Plus tard, elle se souvient avoir pensé être de la dernière génération des écrivains s'exprimant en anglais, elle qui a bénéficié d'une éducation supérieure en anglais à New Delhi. « *Mais c'est le contraire qui se produit, il y a davantage de jeunes écrivains indiens écrivant en anglais qu'avant* », constate-t-elle.

Durant 300 ans, le régime anglais s'était imposé en Inde dans le monde de l'éducation, du journalisme, des médias, du droit. « *Ça ne pouvait tout simplement pas disparaître d'un seul coup* », dit-elle. Mais, 70 ans après l'indépendance de l'Inde, des tensions subsistent entre les écrivains indiens utilisant l'anglais et ceux écrivant dans leur langue maternelle. « *Il y a un certain ressentiment chez les écrivains indiens qui écrivent dans leur langue d'origine. Ils ne sont pas toujours traduits en anglais, alors ils ne gagnent pas autant d'argent* », dit-elle.

Les questions de langue, et de traduction, sont au centre de l'oeuvre d'Anita Desai. Bien qu'elle n'écrive ni en hindi ni en allemand, qui sont deux langues qu'elle maîtrise parfaitement, elle dit tenter d'insuffler le rythme et la sonorité de ces langues lorsqu'elle écrit en anglais. « *La plupart des Indiens peuvent parler et écrire en plus d'une langue.* »

L'une de ses nouvelles, intitulée *La traductrice*, met précisément en scène une femme qui traduit en anglais de l'oriya, cette langue parlée dans l'est de l'Inde. Or, la version qu'elle finit par produire dans la langue de Shakespeare n'est pas fidèle à l'originale.

Double culture

Ces problèmes de communication entre les cultures ont aussi fortement influé sur l'oeuvre de la fille d'Anita Desai, Kiran Desai, qui a obtenu le Man Booker Prize en 2006 pour son roman *La perte en héritage*. Née en Inde, Kiran Desai a aussi quitté le pays pour l'Angleterre, puis pour l'Amérique. Ce roman raconte l'histoire parallèle d'Indiens vivant en Inde et d'autres ayant immigré en Amérique.

Vivre avec huit enfants en 2017

Patrick Vaillancourt patrick.vaillancourt@tc.tc

Publié le 19 mars 2017 Le Canada français

On aperçoit le père Jocelyn Desfossés en compagnie de son fils Guillaume, 3 ans. De derrière vers l'avant et de gauche à droite, Brandon, 17 ans, Jamie-Lee, 13 ans, la mère Mylène Grenier et son bébé de 5 mois Madyson, Nathan, 10 ans, Alexane, 5 ans, Britany, 7 ans, et Justin, 3 ans.

FAMILLE. Les grandes familles redeviennent plus courantes de nos jours. Il n'est pas rare de voir un couple avec 3, 4 ou 5 enfants. Mais 8 enfants, ça sort de l'ordinaire. Mylène Grenier est la mère de 8 enfants allant de 5 mois à 17 ans.

Avant de rencontrer son conjoint actuel il y a neuf ans, Mylène Grenier avait déjà donné naissance à trois progénitures. Puis, elle et son conjoint Jocelyn Desfossés ont eu 5 enfants ensemble.

Nous nous sommes rendus dans la résidence de la rue Viger afin de rencontrer la famille.

Vous ne serez pas surpris d'apprendre que Mylène est maman à la maison. De son côté, Jocelyn est en congé parental. Le couple s'est connu sur un site de rencontre, et les deux ont unis leur destinée un... 14 février.

Une gymnastique quotidienne est primordiale pour les parents. En plus des tâches quotidiennes, presque tous les enfants participent à des activités sportives, ce qui représente de 25 à 30 activités chaque semaine. «Mon plus gros rôle, c'est de faire le taxi parce que Mylène ne conduit pas, lance Jocelyn avec un sourire. C'est certain que ça demande une gestion et il ne faut pas se prendre à la dernière minute. Dernièrement, je devais aller chercher deux de nos enfants à la garderie, et trois autres avaient des activités en même temps!»

La famille détient un calendrier mensuel où toutes les activités de chacun sont inscrites. Par exemple, seulement pour le mois de février, seulement trois cases étaient libres. «Je pense qu'en 9 ans, nous sommes allés seulement trois fois au restaurant Jocelyn et moi», affirme Mylène.

Bien entendu, la mère scrute son Publi-Sac chaque semaine afin d'utiliser les coupons et de pouvoir profiter des rabais au maximum. C'est une somme de 300\$ par semaine qui est destinée pour l'épicerie, dont 100\$ seulement pour le lait. Tout cela sans compter la trentaine de brassées de lavage par semaine.

Les deux plus vieux de la petite famille, Brandon et Jamie-Lee, peuvent aider leurs parents lorsqu'ils ne demeurent pas avec leur père. «On vient garder nos frères et sœurs, et je joue souvent avec eux plutôt qu'avec mes amis. C'est la famille qui passe avant. Je trouve ça cool d'avoir autant de frères et sœurs, mais je ne veux pas autant d'enfants plus tard», exprime Jamie-Lee en riant.

Toutefois, la mère est claire, l'initiative d'aider doit venir des enfants.

«Pour nous, c'est devenu une habitude de voir toujours de l'action à la maison. C'est certain que c'est plus tranquille quand je vais chez mon père», évoque Brandon.

Pendant que nous nous entretenons avec les parents et les deux plus vieux, certains jouent dans la maison pendant que d'autres écoutent un film. «C'est certain qu'il existe des règles à la maison pour que ça fonctionne. On ne se frappe pas, on ne s'insulte pas, c'est le respect qui prime, évoque la mère. Par contre, c'est certain que je peux avoir un seuil de tolérance plus élevé que certaines familles qui ont moins d'enfants. Il ne faut pas chercher à avoir des enfants parfaits.»

Est-ce que le couple désire concevoir d'autres héritiers? «On verra. Je ne dis pas oui et je ne dis pas non. On y va beaucoup au jour le jour», répond Mylène.

De son côté, Nathan, 10 ans, adore avoir une grande famille. «C'est le fun parce que je m'amuse quand je n'ai pas d'ami. Je joue au hockey, alors j'ai toujours des partisans pour moi dans les estrades», exprime-t-il.

Les frontières de l'hospitalité

Par [Robert Maggiori](#) — 26 avril 2017 Libération

Le chercheur Benjamin Boudou analyse la façon dont ce principe d'accueil de l'autre, relevant d'abord du naturel puis de la morale ou de la religion, s'est peu à peu doté d'une fonction politique.

«*Cet homme ici présent n'est qu'un malheureux naufragé. A nous de l'accueillir...*» On lui permet de se laver, on lui apporte des vêtements propres et on lui donne à manger. La scène ne se déroule pas à Lampedusa la semaine dernière - mais à Corfou, au VIII^e siècle avant J.-C. L'odyssée n'est pas celle d'un paysan ou d'un médecin syrien, mais d'Ulysse, à qui Nausicaa donne l'hospitalité, car «*mendiants et étrangers viennent toujours de Zeus*». Aussi loin qu'on remonte dans la littérature ou le document historique, on trouve toujours, partout, des récits d'hommes et de femmes qui en accueillent d'autres en situation malheureuse ou en danger, leur ouvrent leur maison sans rien demander en échange - l'histoire de l'hospitalité, même si les motivations qui la soutiennent varient d'une culture à l'autre. Aussi la rattache-t-on d'emblée à des constantes morales et religieuses, ou bien au droit naturel. Mais quand, à quelles conditions, avec quelles conséquences devient-elle un concept politique ?

Intégration. En dehors de ce qu'elle peut devoir à l'éthique du don, à la charité, à la bienfaisance, voire à la philanthropie, c'est-à-dire à des actions dictées par la conscience individuelle ou collective, l'hospitalité est une institution, qui «*règle l'interaction entre un accueillant (chez lui) et un accueilli (nouveau venu)*», et a pour fonction la dispense de bienfaits et de moyens de subsistance, la «*familiarisation réciproque*», l'«*amorçage de la socialité*», et, si elle est voulue, l'intégration. Le concept est donc utilisé pour déterminer les modalités selon lesquelles une communauté politique doit se lier aux étrangers, pour établir un juste équilibre entre inclusion et exclusion, et donc fixer légitimement ses propres frontières.

La difficulté, comme l'atteste l'étymologie, est d'ailleurs dans le mot lui-même. En effet, c'est une même racine indo-européenne *ghos-ti* (qu'on retrouve dans l'anglais *guest*, l'allemand *Gast*, invité, ou *Gastarbeiter*, travailleur immigré), qui donne le grec *xenos* (extérieur, insolite, étranger) mais aussi les deux formes opposées *hospes*, l'hôte (d'où hôpital, hospice...) et *hostis*, l'ennemi. Ce qui indique que, de l'étranger, on ne sait jamais s'il est celui que l'on peut accueillir (*hospes*) ou celui qui, hostile, menaçant, se présente en ennemi (*hostis*) et doit être repoussé. Toute l'histoire de l'hospitalité est marquée par cette ambiguïté, laquelle, d'un côté, a produit les discours «*vertueux*» sur la nécessité morale de l'accueil, et, de l'autre, en fonction de nécessités purement politiques, obligé à inventer des procédures qui rendent «*vivable*» le rapport accueillants-accueillis et bloquent sa transformation en relation inamicale ou belliqueuse.

Boudou analyse d'abord la fonction politique de l'«*hospitalité rituelle*», qui se déploie dans les sociétés traditionnelles sous la forme, «*fantasmée*», d'une large bienfaisance. Ce type d'hospitalité «*œuvre à la double tâche de rendre possible la socialité entre les groupes tout en préservant leur identité. Elle instaure une relation particulière avec les étrangers, en évitant l'inclusion et l'exclusion, par des pratiques complexes d'invitation permettant la canalisation*

du risque que présente l'étranger». Mais si elle assure la paix, elle ne produit aucune incorporation de l'étranger dans la communauté politique et lui garde son statut d'*«inférieur»*. Comment passe-t-on de cette *«simple gestion pacifique de la méfiance»* à une hospitalité soumise à un *«contrat réciproque»*, dès lors qu'avec le temps s'accomplit une véritable *«contamination de l'étranger et de l'hôte par l'ennemi»* ?

«Dilemmes». Le problème devient alors plus large et ouvre celui de *«la définition politique de l'"autre", avec qui l'on engage ou non la réciprocité, déterminant ainsi la notion de citoyenneté»*. La comparaison entre l'organisation politique grecque (*polis*) et romaine (*civitas*) - *«deux modèles ou matrices d'appartenance»* très différents - se révèle sur ce point très instructive. La citoyenneté romaine est *extensive* (Rome distribue la citoyenneté à tous les hommes libres de l'Empire), alors que la citoyenneté grecque, *exclusive*, participe d'une hospitalité mesurée : une alliance (*xenia*) peut être faite avec un citoyen d'une autre cité, suppose une *«certaine équivalence de statuts»*, et prend la forme d'une *«relation instituée impliquant droits et devoirs, familiale ou clanique, héréditaire et réciproque»*. Autrement dit : *«L'étranger, xenos, est celui avec qui il est possible de contracter la xenia, soit l'hôte en puissance»*, donc, pour un Grec, l'étranger est un autre Grec, *«reconnu par le partage de la langue et des dieux»*. L'hôte n'est jamais un ennemi : seul est ennemi *«l'étranger vraiment étranger»*, *allotrioi*, le Barbare, l'*«étranger sans réciprocité, commerçant ou pirate»*.

«Les filles ne sont pas moins compétitives» - Séverine Tamborero

Dominique Cambron-Goulet dominique.cambron-goulet@journalmetro.com
Publié le 24 janvier 2017 Le Canada français

Le traitement médiatique des femmes dans le sport est différent de celui des hommes. Y'a-t-il aussi du sexism dans le développement des jeunes athlètes? À l'occasion de la journée internationale du sport féminin, TC Media s'est entretenu avec Séverine Tamborero, directrice des clubs haute performance et du développement des moins de 10 ans à Tennis Canada.

Est-ce qu'on aborde différemment le développement sportif des filles et des garçons?

Quand j'entends dire que les filles sont moins compétitives, je ne suis pas d'accord du tout. Mais une fille et un garçon ont des attentes et des façons de réagir différentes. Un gars tu vas lui dire quoi faire et il va le faire. Les filles sont souvent plus dans le détail. Elles veulent se faire expliquer le «pourquoi». Sachant ça, c'est à nous les entraîneurs de prendre le temps d'aller un peu plus loin dans les détails de notre coaching parce qu'on a des garçons ou des filles.

Est-ce que l'attitude des parents est différente vis-à-vis des garçons et des filles?

Les parents, aujourd'hui, ont des attentes démesurées dans le développement des jeunes, garçon ou fille. Ce qui est différent, parce que la fille est souvent un petit peu plus émotive que le garçon, c'est que le parent va se permettre beaucoup plus de latitude avec une jeune fille. Mais ce n'est pas parce que c'est une fille qu'ils vont pousser plus qu'un garçon.

Par contre, on a tendance à dire qu'un gars qui ne réussit pas à l'école ce n'est pas grave, tandis qu'une fille qui réussit dans le sport, mais pas dans les études, on va se dire qu'il y a un problème.

Et pour ce qui est des sports pratiqués?

L'introduction au sport est faite par le parent. C'est typique d'envoyer sa petite fille faire du ballet son petit gars faire du hockey pour commencer. Il faut qu'on arrête de se mettre dans des boîtes de ce qui est plus pour des filles ou des garçons, parce que plus il va y avoir de modèles, plus ça va faciliter la tâche à la prochaine génération d'athlètes.

Au tennis, la WTA met beaucoup l'accent sur le look des joueuses. Pensez-vous que c'est dommageable?

Il ne faut pas voir ça comme étant juste négatif. Mais commercialiser ça ne lance pas le bon message quant à la raison pour laquelle les gens regardent le sport, ça n'aide pas quand on essaye de parler des performances au lieu du look.

On a dit de Serena Williams qu'elle est faite comme un gars, qu'elle joue comme un gars. Mais ça vaut dire quoi ça "jouer comme un gars". Séverine Tamborero, à propos des préjugés envers les athlètes qui ne sont pas féminines.

Est-ce qu'on met trop de pression aux femmes athlètes, en voulant des performances et un côté vedette?

C'est un couteau à deux tranchants. La fille sait qu'elle est capable de monnayer son apparence en allant chercher des commanditaires. L'athlète est belle, elle paraît bien et tout le monde est content. Je pense qu'il n'y a rien de négatif là-dedans. Le problème c'est si elle ne performe pas. On dit qu'elle passe trop de temps sur les réseaux sociaux, qu'elle n'a pas de talent. C'est là que tu as de la pression. Ces jeunes filles veulent prouver qu'elles méritent d'être où elles sont et d'agir comme elles le font en monnayant leur look.

On ne verra pas ça chez les gars, où on ne tombe pas dans le pop. Personne n'a demandé à Sidney Crosby s'il avait compté moins de buts parce qu'il n'était plus avec sa copine. C'est un écart qui met plus de pression aux joueuses.